

Des départements d'outre-mer marqués par les difficultés sociales et les inégalités

8 octobre 2013



La Réunion et Martinique : des inégalités de revenus très supérieures à la métropole

La Réunion est le département le plus inégalitaire de France et la Martinique arrive en troisième position - juste après Paris -, selon les données sur les revenus fiscaux 2011 de l'[Insee](#). Le plus souvent, les départements d'outre-mer [1] sont oubliés des classements, alors qu'il y règne des écarts de revenus considérables. A La Réunion, l'indice de Gini (plus il est proche de 1, plus les inégalités sont fortes) atteint 0,53, soit davantage que Paris (0,50), département le plus inégalitaire de métropole. En Martinique, il s'élève à 0,47, plus que dans les Hauts-de-Seine (0,43). Et encore, dans 90 % des départements de métropole, cet indice est inférieur à 0,38.

Si les inégalités sont fortes c'est d'abord parce que ces deux départements sont, de très loin, les plus pauvres de France, Mayotte et la Guyane excepté. Le revenu fiscal médian - la moitié de la population a un revenu inférieur, l'autre supérieur - avant impôts et prestations sociales atteint 880 euros mensuels à La Réunion et 1 100 euros en Martinique, nettement moins que pour les territoires de métropole où le revenu médian est le plus bas, la Seine-Saint-Denis (1 270 euros) et le Pas-de-Calais (1 350 euros).

Les plus pauvres des Dom sont très loin d'avoir les niveaux de vie des plus pauvres de métropole. Le seuil des 20 % les plus pauvres est de 242 euros mensuels à La Réunion et de 413 euros en Martinique (toujours avant prestations sociales), contre 585 euros en Seine-Saint-Denis et 712 euros en Haute-Corse, les deux départements de métropole où les bas revenus sont les plus faibles. Il faut bien mesurer ce que signifient ces données : en Martinique comme à La Réunion, hors prestations, un cinquième de la population dispose de revenus insuffisants pour vivre sans prestations, l'aide de la famille ou le travail non déclaré. De plus, le coût de la vie est plus élevé qu'en métropole (+ 17 % en Martinique et + 12 % à La Réunion), selon les estimations 2010 de l'[Insee](#).

La pauvreté n'explique pas tout. Les données de l'[Insee](#) montrent que les plus aisés des Dom ont des revenus très élevés. A la Martinique comme à La Réunion, la frontière des 10 % les plus riches se situe à environ 2 900 euros mensuels minimum [2] Comparé au classement des départements de métropole, 2 900 euros se situe autour du 40ème rang. Un niveau comparable aux départements du Nord, de la Drôme ou de la Haute-Vienne.

Et les communes ?

Si l'on observe la situation au niveau des communes, les écarts sont encore plus grands. Trois villes de La Réunion occupent les trois premières places du classement des inégalités (parmi les communes des deux départements) : Saint-Benoit, Saint-Pierre et Saint-Denis, avec un indice de Gini supérieur à 0,53, au même niveau que la ville la plus inégalitaire de France, Neuilly-sur-Seine...

Les inégalités de revenus en Martinique et à La Réunion

Revenus fiscaux mensuels avant impôts et prestations sociales

	Seuil des 10 % les plus pauvres en euros	Seuil des 20 % les plus pauvres en euros	Revenu médian en euros	Seuil des 10 % les plus riches en euros	Indice de Gini
Martinique	107	413	1 111	2 916	0,47
Réunion	0	242	878	2 856	0,53
Métropole	577	915	1 062	3 247	0,31

Source : Insee - 2011

Les dix villes où le revenu médian est le plus bas sont dix villes situées à La Réunion, avec moins de 800 euros mensuels, bien moins que le seuil de pauvreté à 60 % de notre pays (964 euros, mais après prestations sociales). Dans une ville comme Saint-Louis de La Réunion – qui au passage compte plus de 50 000 habitants – la moitié de la population vit avec moins de 680 euros. A Sainte-Rose de La Réunion (7 000 habitants), le revenu fiscal médian atteint 580 euros, soit 60 % de l'équivalent du seuil de pauvreté national... Même en ajoutant des prestations sociales, il est très probable que le taux de pauvreté soit compris entre 30 et 40 % dans de très nombreuses communes de la Martinique et de La Réunion, confirmant d'ailleurs nos estimations pour Saint-Denis (36 %), Saint-Paul (39 %) et Saint-Pierre (46 %) pour l'année 2009. Dans une publication récente, l'Insee indique que le taux de pauvreté atteint 42 % en 2010 à La Réunion [3]

Dans 17 villes sur les 51 que compte notre classement, le seuil des 20 % les plus pauvres est inférieur à 300 euros, l'équivalent de 30 % du seuil de pauvreté. A Saint-Benoît et Le Port (La Réunion), 20 % de la population vit avec moins de 60 euros mensuels, hors prestations sociales. Dans les villes les plus « riches », en Martinique, que sont Case-Pilote et Schoelcher, 20 % de la population vit avec moins de 720 euros par mois...

Mais comme l'ont montré les données départementales, les catégories aisées vivent bien dans une grande partie des villes de Martinique et de La Réunion. Dans une partie des communes les plus pauvres, le seuil des 10 % les plus aisés est relativement peu élevé, autour de 1 700 euros à Salazie, Saint-Rose ou Saint-Philippe (toutes situées à La Réunion). Mais dans les localités les plus riches, et notamment en Martinique, les ménages les plus aisés disposent de très confortables revenus. Ainsi à Schoelcher, aux Trois-Îlets ou à Case-Pilote (Martinique), le seuil des 10 % les plus riches s'élève à 3 750 euros ou plus, niveau qui correspond à la moyenne de l'Essonne ou du Val-de-Marne, comparable à la situation des couches aisées de villes de métropole comme Nancy, Cannes ou Bordeaux. Dans une ville importante comme Saint-Denis de La Réunion (145 000 habitants, 19ème ville de France), les 10 % les plus aisés vivent avec au moins 3 450 euros par mois, soit davantage qu'à Rennes (3 420 euros)...

Télécharger les données sur l'ensemble des villes



Ces chiffres nous enseignent finalement deux choses. Les populations de la Martinique et de La Réunion sont particulièrement pauvres. On peut étendre ce jugement à l'ensemble des Dom : la Guadeloupe est plus proche de la Martinique, la Guyane et Mayotte encore plus pauvres que La Réunion. Bien sûr, prendre en compte les prestations sociales, les impôts et le travail non-déclaré amènerait à nuancer nos conclusions, mais ne modifierait pas le sens de l'analyse.

La pauvreté n'est pas généralisée. Une partie de la population des Dom dispose de revenus très élevés, au niveau des catégories équivalentes de la plupart des villes de métropole. Les inégalités salariales sont fortes dans le secteur privé, et dans la fonction publique, les traitements majorés de 40 % (53 % à La Réunion). La suppression en mai 2013 du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA, qui pouvait procurer une augmentation de 10 % des bas salaires) va accroître les écarts.

Les raisons des difficultés économiques et sociales de ces territoires sont nombreuses, notamment liées au faible niveau d'éducation d'une grande partie de la population et aux inégalités de niveau vie.

Notre méthode

Nous avons utilisé les données de l’Insee sur les revenus fiscaux 2011 par unité de consommation (l’équivalent d’une personne seule), les seules disponibles pour cette année de façon détaillée pour La Réunion et la Martinique. Ces données ne prennent pas en compte les impôts payés et les prestations sociales. Elles tendent donc à exagérer les écarts réels de niveau de vie : pour l’année 2010, le revenu fiscal médian par unité de consommation est de 880 euros à La Réunion, mais le niveau de vie - compte tenu des prestations et des impôts directs - est de 1 070 euros. En France métropolitaine, le revenu médian ne change pas avant et après prestations et impôts directs, il est de 1 600 euros pour l’année 2010. Par définition, ces chiffres ne tiennent pas compte des revenus non-déclarés par les ménages dont la part peut être non négligeable pour les plus démunis, notamment dans les Dom. Ils ne portent pas sur les trois autres Dom : la Guadeloupe, la Guyane française et Mayotte, pour lesquels l’Insee ne diffuse pas de données récentes et par commune. Nos données ne prennent en compte que les 51 communes de Martinique et de La Réunion pour lesquelles l’Insee diffuse des données détaillées. L’indice de Gini est un indice qui mesure l’écart de la distribution réelle des revenus avec une situation d’égalité. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite). Nous présentons des données limites : les frontières des 10, des 20, des 50 % les plus pauvres, et des 10 % les plus riches.

Emploi : la marque du chômage

Le taux de chômage atteint en moyenne 25 % dans les Dom selon les données de l’[Insee](#) (2e trimestre 2012). En comparaison, avec ses 9,8 % de chômeurs à la même période, la métropole donne presque l’image du plein emploi... Les départements de métropole où les taux de chômage sont les plus élevés sont les Pyrénées-Orientales et l’Hérault, avec 14 % de chômeurs. Dans les Dom, le taux le moins élevé se situe en Martinique (21 %), mais il atteint 28,5 % à La Réunion. Pour Mayotte, on ne dispose pas de données... Ces chiffres masquent une population qui échappe au comptage, puisque n’ayant aucun espoir de retrouver un emploi, elle ne déclare même plus en rechercher.

Source : Insee - données 2012

GRAPHIQUE

Source : Insee - données 2012

GRAPHIQUE

Si l'on y regarde de plus près, on arrive à des taux encore supérieurs dans certains territoires : 40,8 % dans la zone d'emploi de Saint-Laurent en Guyane, 36 % dans la partie Sud de La Réunion, 31,2 % dans sa partie Ouest. A Cayenne (Guyane) et dans la partie Nord de La Réunion, les taux sont inférieurs, autour de 18 %. Surtout, la situation des jeunes sur le marché de l'emploi est catastrophique. Partout, leur taux de chômage dépasse 50 %, de 51,5 % en Guyane à 57,6 % en Guadeloupe. On peut imaginer des taux supérieurs à 75 % pour les jeunes non-qualifiés. Parmi les jeunes, combien ne déclarent même plus chercher du travail tant ils savent qu'ils n'ont aucune chance d'en obtenir ? Impossible à dire.

La jeunesse des Dom se trouve comme enfermée dans un piège. Les faibles qualifications (lire ci-dessous) alimentent un chômage de masse, mais, en même temps, pourquoi se former si dans une grande partie des cas on s'attend à passer par la case chômage ? Seule maigre consolation pour les Dom, l'emploi ne suit pas l'évolution de la conjoncture de la métropole et les taux de chômage sont restés à peu près stables depuis 2007. Sauf à La Réunion, où le taux a grimpé de 24,6 à 29 % entre 2007 et 2011. Et encore : le taux de chômage est stable, mais les populations des Dom augmentent rapidement : le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît partout. Il a par exemple augmenté de 45 % entre mi 2009 et mi 2013 à La Réunion, selon les tableaux de bord du [Cerom](#). Il faudrait des transformations structurelles (formation de la main d'œuvre, meilleure répartition de la richesse, essor des services, etc.) pour inverser la situation et réduire de façon sensible le nombre de demandeurs d'emplois.

Les jeunes d'outre-mer : d'énormes difficultés scolaires

Selon une [étude du ministère de l'éducation](#) réalisée lors de la journée « défense citoyenneté », la part de jeunes de 18 ans en difficulté de lecture atteint 10 % en moyenne pour l'ensemble de la France (données 2012), mais entre 30 et 75 % dans les Dom. La moyenne nationale masque en effet les écarts qui existent entre les territoires. En métropole, le taux s'étend de 5 % de jeunes en difficulté en Haute-Savoie à 16 % dans l'Aisne. On en est très loin dans les Dom : le taux atteint 27,6 % à La Réunion, 30,4 % en Martinique, 33 % en Guadeloupe mais aussi 48,4 % en Guyane et 74,9 % à Mayotte.

Parmi les 10 % de jeunes en difficulté, le ministère estime que 4,1 % sont en situation d'illettrisme (données 2011) pour l'ensemble de la France. Mais le chiffre atteindrait 15,5 % à La Réunion, 17 % en Martinique, 20 % en Guadeloupe et 28 % en Guyane. A Mayotte, pas moins de 44 % des jeunes de 18 ans seraient illettrés. En métropole, cette situation touche une fraction très minoritaire de jeunes qui accumulent les difficultés (sociales, relationnelles, de santé, etc.), mais dans les Dom, l'illettrisme touche une fraction entière de la jeunesse.

Au-delà de l'illettrisme proprement dit, la scolarisation des jeunes des Dom reste très en-deçà des pratiques de la métropole, et entre les Dom eux-mêmes les écarts sont conséquents. Un quart des jeunes martiniquais, guadeloupéens et réunionnais de 20 à 24 ans ayant quitté le système scolaire n'ont que le niveau du primaire, contre 14 % en métropole (données 2009 du recensement) [4] Le chiffre atteint 53 % en Guyane. A [Mayotte](#), la non-scolarisation reste massive : selon les données du recensement 2007, 40 % des jeunes de 18 à 24 ans n'ont jamais été scolarisés, 60 % ont au plus le niveau primaire.

Jusqu'à présent, les données officielles faisaient apparaître une amélioration constante du niveau scolaire. Une étude réalisée en 2006-2007 par l'Insee [Martinique](#) soulignait déjà les difficultés spécifiques des jeunes, et mettait en avant l'impact des mauvaises conditions de vie et du diplôme des parents dans la formation des jeunes. « Le retard éducatif se comble », indiquait cependant encore à l'époque l'Insee Martinique. De même, l'Insee [Réunion](#) soulignait la hausse du niveau selon les générations : 12 % des 18-29 ans étaient signalés en difficulté face à l'écrit en 2007, contre plus de la moitié des 60 à 69 ans.

Pourtant, il n'est pas certain que le processus se poursuive aujourd'hui au même rythme. C'est en tout cas clairement le cas de la Guyane, où la part de non-diplômés par âge est équivalente chez les 20-24 ans et les 45-49 ans. Les [comparaisons](#) régionales de l'Insee sur la période 1999-2009 sur les peu diplômés (jusqu'au bac) font aussi apparaître cette stagnation. La dégradation de la situation économique des familles dans des territoires très inégalitaires et l'ampleur du chômage des jeunes (jusque 70 %) sont des facteurs très défavorables. Une chose est sûre : de tels chiffres appliqués à des départements de métropole auraient suscité une mobilisation plus importante des moyens publics.

Extrait de la note d'études n°9 du [Compas](#), octobre 2013. [Télécharger la note complète](#) :



Pour en savoir plus :

- « Journée défense et citoyenneté 2012 : un jeune sur dix rencontre des difficultés de lecture ministère de l'éducation », note d'information n°13.09, juin 2013.
- [Données départementales](#) de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (www.anlci.gouv.fr).
- « Lire, écrire, compter, la maîtrise des compétences clé en Martinique », Insee Martinique, juin 2008.
- « Communication écrite, un adulte sur cinq en situation préoccupante », Insee Réunion, n°2, octobre 2008.

Photo : © JM-Guyon - Fotolia.com

[1] L'Insee ne diffuse pas de données détaillées pour la Guadeloupe, Mayotte et la Guyane.

[2] Il s'agit bien d'une frontière - le 9ème décile - et non de la moyenne de cette tranche. Parmi ces 10 %, certains touchent des revenus beaucoup plus conséquents.

[3] Voir « [Les niveaux de vie en 2010](#) », Insee partenaires n°23, Insee Réunion-Mayotte, juillet 2013. L'Insee indique que les niveaux de vie ont progressé de 10 % entre 2007 et 2010 à La Réunion.

[4] Il est vrai que l'écart est en partie exagéré par le fait qu'une partie importante des jeunes des Doms partent étudier en métropole, ce qui réduit leur part dans l'ensemble des 20-24 ans.

Taux de chômage des 15-24 ans Dans les Doms et en métropole Unité : %

Taux de chômage

Martinique	54,4
Réunion	56,2
Guyane	51,5
Guadeloupe	57,6
Métropole	25,5

Source : Insee - données 2012

Le taux de chômage dans les Doms et en métropole
Unité : %

Taux de chômage

Réunion	28,5
Guadeloupe	22,9
Guyane	22,3
Martinique	21,0
Total Dom	25,0
Métropole	9,8

Source : Insee - données 2012

GRAPHIQUE

Emplacement :

[Accueil](#) > [Thèmes](#) > [Territoires](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Des-departements-d-outre-mer-marques-par-les-difficultes-sociales-et-les>